

Les subsides

J'ai négocié avec mon collègue de la Colombie-Britannique, l'honorable Patrick McGeer, un ex-libéral, une entente auxiliaire sur la science et la technologie qui compte pour beaucoup dans la création de nouveaux emplois et de nouveaux débouchés économiques dans cette province que je représente fièrement avec mes 18 collègues du côté du gouvernement. Le 1^{er} mars, nous avons signé un accord de principe qui établit le cadre de notre coopération. Je devrais être en mesure d'annoncer très prochainement la mise en œuvre d'une entente auxiliaire découlant de l'accord de développement économique régional qu'a annoncé le ministre cet après-midi.

Nous pensons, nous du parti progressiste conservateur, qu'il faut rendre nos industries davantage concurrentielles à l'échelle internationale. Nous croyons qu'elles doivent devenir plus productives grâce à la nouvelle technologie pour pouvoir soutenir la concurrence toujours plus vive que leur livrent les sociétés étrangères. Cela ne suffira pas à régler entièrement le problème qui nous afflige aujourd'hui, mais la solution ne viendra pas de l'accroissement des programmes publics dont le but est de verser de l'argent à certains agents économiques qui le reversent à leur tour à l'État, accroissant ainsi l'importance de notre secteur tertiaire. Comment ferons-nous pour soutenir un secteur tertiaire vigoureux si nous ne pouvons pas compter sur une population active forte et productive? La seule solution, à mon avis, pour susciter de nouvelles occasions de développement économique, c'est d'appliquer les nouvelles technologies de façon la plus progressiste dans un climat dynamique et dans un milieu où nous encouragerons nos jeunes à exploiter à fond leurs qualités intellectuelles et leur formation et à créer de nouvelles entreprises clés qui seront demain nos grandes industries. Ce n'est qu'en transformant nos ressources, que nous avons pris l'habitude d'exploiter, de consommer et d'exporter que nous créerons les emplois permanents dont le Canada a besoin.

Je suis donc fier de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour signaler que le gouvernement s'est engagé à majorer nos investissements nationaux au titre de la recherche et du développement non pas en distribuant des fonds fédéraux très élevés, mais en collaborant avec les provinces, le secteur privé et les municipalités. Nous nous sommes engagés à accroître les investissements nationaux destinés à une application scientifique et l'évolution technologique qui s'ensuivra nous permettra de relever de nouveaux défis. Je compte que d'ici 1990, le niveau de nos investissements au titre de la recherche et du développement sera comparable à celui de nos principaux concurrents. Je compte aussi que notre niveau d'investissement passera de 2 à 5 p. 100 du produit national brut qui est le taux caractéristique des autres pays qui connaissent de si grands succès dans notre monde moderne et industriel.

● (1730)

A propos de la Colombie-Britannique, je suis fier du protocole que j'ai signé avec le ministère des Sciences de la Colombie-Britannique et d'être en mesure d'annoncer qu'aux termes de l'EDER, un important accord auxiliaire de 20 millions de dollars aidera à consolider la base technologique déjà forte de cette province. A entendre le chef de l'opposition, il n'y a ni technologie de pointe ni recherche en Colombie-Britannique.

Cela prouve simplement qu'il n'est pas trop au courant de ce qui se passe dans sa propre province.

De fait, nous avons connu de nombreux succès en Colombie-Britannique non seulement dans le sud-ouest de la province, mais aussi dans de nombreuses localités disséminées un peu partout dans la province. Nous devons doubler et tripler l'activité de ces compagnies et en créer de nouvelles. Ce sont les compagnies qui peuvent fournir des emplois durables et être la source de nouvelles occasions propices aux industries partout dans ma province, dans les autres provinces et territoires.

La portée de l'accord aux termes de l'EDER que nous nous sommes empressés de signer aujourd'hui a été révélée dans un récent discours prononcé à Trail, Colombie-Britannique. En voici un passage:

Un nouveau réalisme nous permet de comprendre que nous ne pouvons pas compter uniquement sur nos industries extractives pour remédier aux fluctuations inévitables des marchés internationaux où il faut écouler nos produits. Nous devons également élargir et étendre notre base économique en attirant de nouveaux investissements qui permettront de créer des emplois, des nouvelles industries, de susciter une nouvelle activité économique tout en travaillant avec acharnement pour permettre à nos industries extractives d'atteindre de nouveaux niveaux de productivité afin qu'elles demeurent compétitives.

Le discours se poursuit en ces termes:

Nous poursuivons donc un double objectif, dans le cadre de notre association pour la relance économique. Il s'agit de favoriser la croissance tout en aidant nos principales industries, comme l'exploitation forestière et minière, à maintenir leur position concurrentielle sur les marchés internationaux.

Même si mes collègues et moi avons pris l'habitude d'exprimer ces sentiments dans tous les coins du pays et à la Chambre même, il importe de signaler que le récent discours dont je viens de citer des extraits a été prononcé il y a quelques jours en Colombie-Britannique par W. R. Bennet, premier ministre de cette province.

Je suis heureux de pouvoir dire que cet accord d'association que nous avons conclu avec un gouvernement d'affiliation politique différente n'est pas sans rappeler l'association et l'accord conclus au Québec avec un parti ayant une autre affiliation politique, ou encore au Manitoba avec le Nouveau parti démocratique de la province. Ce que je veux dire, c'est que nous pouvons progresser plus rapidement grâce à un travail d'équipe sans tenir compte de nos divergences politiques. J'exhorte les députés de l'opposition à accorder au moins un certain mérite au premier ministre et au gouvernement pour avoir réussi à réaliser ce qui, il y a un an, aurait semblé impossible, un nouvel esprit de collaboration, de consensus et de bonne volonté entre les provinces et le gouvernement fédéral, sans tenir compte de l'affiliation politique.

La motion est en deux parties. Elle dénonce l'absence de leadership économique et, comme je l'ai déjà dit, les données statistiques prouvent le contraire. Dans sa deuxième partie, la motion reproche au gouvernement d'avoir omis de respecter ses promesses électorales. Toute personne dotée de bon sens se doit de reconnaître qu'en huit mois, un nouveau gouvernement peut difficilement tenir toutes ses promesses à moins, bien entendu, qu'elles ne prennent la forme de subventions ou de redistribution de fonds obtenus des contribuables à d'autres personnes qui sont les premières à se mettre sur les rangs. Ce n'est pas le genre du gouvernement actuel.